

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 814/ Novembre 2024

## TENDANCES CONJONCTURELLES

### 3<sup>E</sup> TRIMESTRE 2024

Le troisième trimestre 2024 a été marqué par une accélération de l'inflation (+0,79 % en glissement trimestriel après +0,11 % au deuxième trimestre), principalement portée par l'augmentation des prix du tabac (+6,6 %) et des médicaments (+3,0 %). Par ailleurs, malgré l'appréciation de l'euro face au dollar canadien, l'inflation importée, notamment liée aux produits alimentaires, a également contribué à cette hausse générale des prix.

En dépit d'une inflation persistante, la consommation des ménages a fortement progressé en glissement trimestriel, soutenue par les importations de biens de consommation courante qui ont augmenté en valeur et en volume. En cumul sur les neuf premiers mois de l'année toutefois, les importations de biens à destination des ménages restent inférieures en valeur à celles de la même période en 2023, bien qu'elles augmentent en volume.

À l'inverse, les investissements des entreprises ont poursuivi leur baisse au cours du trimestre avec un recul des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires. Cette tendance se confirme en valeur sur les neuf premiers mois de l'année.

Enfin, l'activité est en hausse dans les principaux secteurs de l'économie et le marché du travail reste très bien orienté. La filière halieutique a enregistré un pic sans précédent depuis dix ans principalement grâce à la reprise des sorties en mer du *Cap Marie*, qui s'est traduite par une augmentation des captures de concombres de mer. La fréquentation touristique a atteint un niveau sans précédent, stimulée par l'afflux de croisiéristes, ce qui s'est traduit par une augmentation des arrivées de touristes américains au point de dépasser celles des visiteurs canadiens. Hors croisiéristes, le trafic maritime de passagers étrangers a cependant légèrement baissé sur un an. Le secteur du bâtiment et des travaux publics a quant à lui connu une reprise d'activité, toutefois moins soutenue que par le passé à la même période.

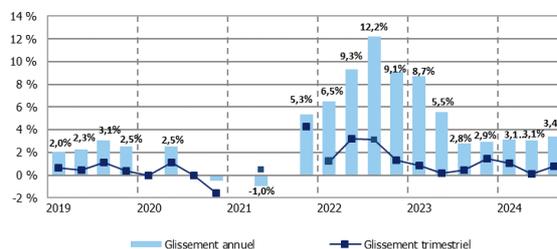
## La consommation des ménages repart à la hausse malgré le contexte inflationniste

### L'inflation accélère au troisième trimestre

Au troisième trimestre 2024, l'inflation en glissement trimestriel (g.t.) accélère à 0,79 %, contre 0,11 % à la fin juin 2024.

Plus d'un tiers de cette variation s'explique par l'augmentation des prix du tabac (+6,6 % après +0,2 % au deuxième trimestre 2024). La progression des prix dans le secteur de la santé (+2,4 % après +0,2 %) contribue également de manière significative à l'intensification de l'inflation sur le trimestre, en particulier celle sur les produits et appareils thérapeutiques (+3,0 %). Cette évolution reflète l'augmentation des prix des médicaments observée en France au cours du deuxième trimestre 2024 (+8,2 % en g.t. sur l'IPCH<sup>1</sup>). Par ailleurs, les prix des biens alimentaires repartent à la hausse (+1,0 % après -0,8 %). Cette variation suit avec décalage l'accélération des prix des biens alimentaires constatée au deuxième trimestre 2024, en France (+0,3 %) et au Canada (+1,2 %). Les prix des fruits notamment, affichent une hausse marquée (+4,3 %), comparable aux augmentations enregistrées en France (+2,4 %) et au Canada (+3,2 %) à la fin juin 2024.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



Les données du 1er et 3e trimestre 2020 sont indisponibles.

Source : Préfecture

<sup>1</sup> Indice des prix à la consommation harmonisé

Par ailleurs, les prix des produits manufacturés augmentent de manière plus marquée qu'à la fin juin (+0,7 % après +0,3 %), tandis que les prix des services se stabilisent (0 % après +0,4 %). Les prix de l'énergie restent également stables sur la période.

En glissement annuel (g.a.), l'inflation repart également à la hausse, à 3,4 % après 3,1 % au deuxième trimestre 2024. À l'exception des services (+1,7 % après +2,2 %), l'inflation est en hausse dans tous les secteurs. Les prix de l'alimentation progressent de 0,4 point (+2,4 % après +2,0 %) ainsi que les prix des biens manufacturés (+5,1 % après +4,7 %), soutenus par la hausse des prix de l'énergie (+8,7 % après +7,9 %) et des produits et appareils thérapeutiques (+9,4 % après +6,9 %).

À fin septembre 2024, le niveau d'inflation à Saint-Pierre-et-Miquelon reste supérieur à celui observé au niveau national (1,1 % en g.a.), cette tendance se vérifiant dans toutes les grandes catégories de produits, à l'exception des services.

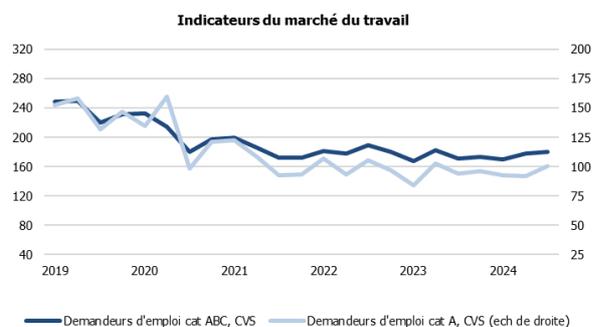
## Le nombre de demandeurs d'emploi augmente légèrement sur un an

Au troisième trimestre 2024, le marché du travail à Saint-Pierre-et-Miquelon reste bien orienté.

Fin septembre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM) de catégorie ABC s'élève à 155 personnes, en légère hausse sur un an (+9 DEFM). Le nombre de DEFM de catégorie A évolue de manière similaire (+6 DEFM) pour s'établir à 79 personnes.

L'analyse avec correction des variations saisonnières (CVS, voir graphique) montre une hausse en glissement trimestriel du nombre de DEFM de catégorie A (+9,0 % en g.t.) alors que le nombre de DEFM de catégorie ABC reste relativement stable (+0,8 % en g.t.).

48 nouvelles offres d'emploi ont été enregistrées au cours du troisième trimestre 2024 par France Travail contre 54 au cours de la même période en 2023.



Sources : France Travail, CVS IEDOM

## La consommation des ménages progresse fortement sur le trimestre

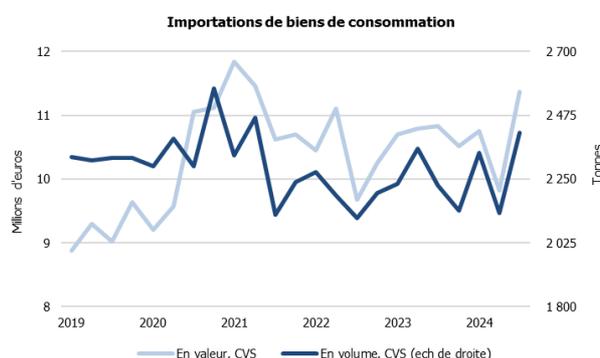
Au troisième trimestre 2024, la consommation des ménages (CVS) accélère fortement en glissement trimestriel, à la fois en valeur (+15,7 %) et en volume (+13,4 %), contre des baisses respectives de 8,7 % et 9,1 % au trimestre précédent. Elle est portée par les importations de biens alimentaires (+19,4 % en valeur et +12,9 % en volume) et par les importations de biens non durables (+7,3 % en valeur et +50,2 % en volume). Les importations de biens de consommation durables se replient en volume (-2,9 % en g.t.) mais augmentent en valeur (+13,8 % en g.t.). Sur un an, les importations de biens de consommation à destination des ménages sont également en progression (+4,9 % en valeur et +8,4 % en volume).

En cumul sur les neuf premiers mois de l'année toutefois, les importations de biens à destination des ménages restent inférieures en valeur à celles de la même période en 2023 (-1,1 %), bien qu'elles augmentent en volume (+1,8 %).

Entre janvier et septembre, seules les importations de biens alimentaires progressent (+1,3 % en valeur et +3,1 % en volume), portées par les importations de viandes (+5,4 % en valeur et +0,7 % en volume), de lait (+9,4 % en valeur et 10,0 % en volume) et de légumes (+11,1 % en valeur et +0,5 % en volume). Les importations de biens de consommation non durables baissent de façon significative (-5,1 % en valeur et -13,4 % en volume) suite au recul des importations de vêtements (-7,3 % en valeur et -54,9 % en volume) tandis que les importations de biens de consommation durables enregistrent une évolution divergente en valeur (-1,7 %) et en volume (+5,5 %) qui s'explique par l'évolution des importations de meubles (-15,8 % en valeur et +7,8 % en volume).

Les immatriculations de véhicules de tourisme (CVS), bien qu'elles ralentissent, continuent de progresser en glissement trimestriel pour le troisième trimestre consécutif (+6,7 % après +8,8 % et +28,5 %). Depuis le début de l'année, les importations de véhicules de tourisme ont augmenté de 43,6 % en valeur.

L'encours des crédits à la consommation (CVS), enregistre également une hausse (+1,6 % en g.t. après +1,9 % au deuxième trimestre 2024), pour atteindre 28,0 millions d'euros. Sur un an, sa progression est de 6,1 %.



Source : Douanes

## En cumul depuis le début de l'année, l'investissement des entreprises recule

Les importations de biens d'investissement se contractent fortement au troisième trimestre 2024, enregistrant une baisse plus prononcée en volume (-66,5 % en g.t.) qu'en valeur (-18,0 % en g.t.).

Dans le détail, cette baisse est portée par la diminution des importations d'engins mécaniques (-25,9 % en valeur et -41,8 % en volume). Par ailleurs, après le renouvellement de la régie TV de France Télévision en mai 2024, les importations d'appareils

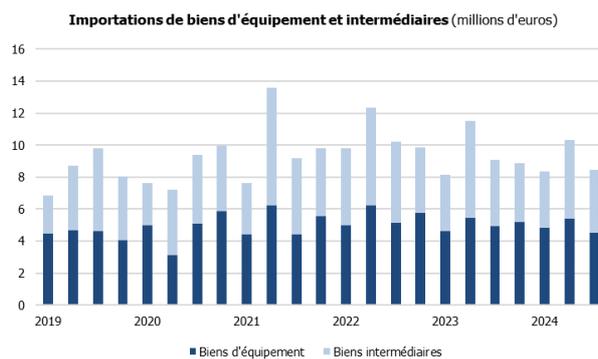
électriques enregistrent aussi un recul significatif en valeur (-27,6 %) bien qu'elles progressent en volume (+4,2 %). En revanche, les importations d'instruments et appareils d'optique augmentent à la fois en valeur (+49,9 %) et en volume (+34,9 %).

Les importations de biens d'équipement ont enregistré une contraction plus marquée en valeur (-16,5 %) qu'en volume (-2,4 %) au cours du trimestre. Cette tendance se confirme en valeur sur les neuf premiers mois de l'année (-1,8 % en g.a.) avec une diminution des importations d'engins mécaniques (-11,5 % en g.a.), de bateaux, avec l'arrivée en mai dernier sur Miquelon du nouveau navire Laghera (-81,3 % en g.a.) et d'appareils médico-chirurgicaux, en lien avec la commande d'un caisson hyperbare par la DTAM et la préfecture en janvier 2023 (-15,3 % en g.a.).

À l'inverse, les biens intermédiaires affichent un repli plus marqué en volume (-67,9 % en g.t.) qu'en valeur (-19,7 % en g.t.). Cette différence s'explique en grande partie par la chute des importations de pierres : l'archipel avait importé 8,6 tonnes de roches du Nouveau-Brunswick pour l'élargissement du quai Avel Mad à Miquelon au trimestre précédent. Les importations de biens intermédiaires ont baissé de 9,5 % sur les neuf premiers mois de l'année, principalement en raison de la diminution des importations de ciment, liée à la fin des travaux de reconstruction du barrage de la Vigie.

Globalement, sur les neuf premiers mois de l'année, malgré la progression significative des importations de véhicules et de matériels électriques (+28,3 % et +10,6 % en g.a., respectivement), les importations de biens d'investissement des entreprises reculent de 5,5 % en valeur par rapport à la même période en 2023.

Enfin, l'encours bancaire de crédits d'investissement aux entreprises poursuit sa diminution (-2,0 % en g.t. après -1,4 %, -2,1 %, -0,8 % et -6,7 % sur les quatre derniers trimestres) pour atteindre 40,0 millions d'euros, soit un montant inférieur de 6,2 % à la fin septembre 2024.



Source : Douanes

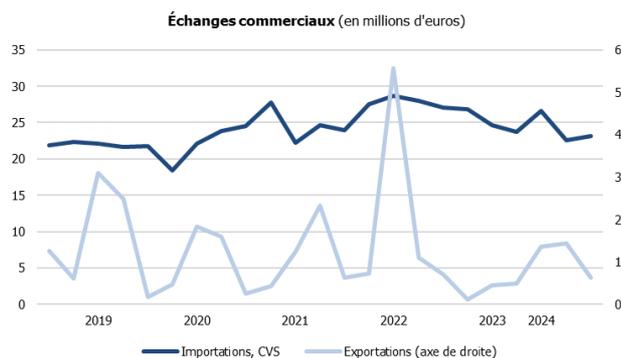
### Les importations depuis le début de l'année sont en repli

Au troisième trimestre 2024, les importations totales à destination de l'archipel (CVS) sont en hausse en valeur (+2,8 % en g.t.), tirées notamment par la forte progression des importations de biens de consommation (+15,7 %, CVS).

Cependant, en cumul depuis le début de l'année 2024, les importations totales en valeur enregistrent un repli significatif en glissement annuel (-8,1 %), principalement sous l'effet de la diminution marquée des importations de combustibles (-25,8 %). Le repli des cours du pétrole a eu pour effet de réduire la valeur des importations de combustibles alors que les volumes importés ont diminué de manière moins marquée (-20,6 %).

Sur la même période, les importations totales hors combustibles baissent également en valeur (-3,2 %) du fait du recul des importations de biens d'investissement (-5,5 %) et, dans une moindre mesure, de celui des importations de biens de consommation (-1,1 %).

Les exportations déclarées s'élèvent à 0,6 million d'euros (essentiellement composées de produits de la pêche et de combustibles), soit une baisse significative de 56,3 % en glissement trimestriel.

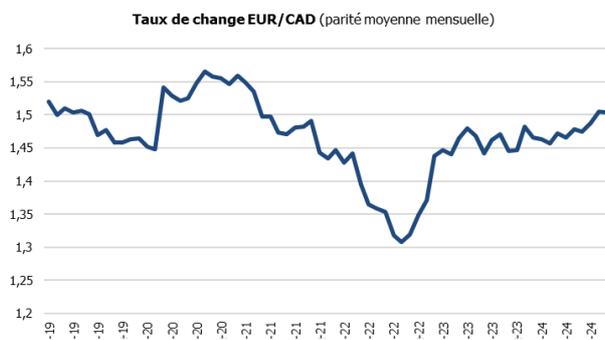


Source : Douanes

### La parité EUR/CAD trimestrielle est à son plus haut niveau depuis le premier trimestre 2021

Sur l'ensemble du troisième trimestre 2024, l'euro se négocie en moyenne à 1,4984, soit une appréciation de 1,7 % en glissement trimestriel vis-à-vis du dollar canadien. Il s'agit de sa plus forte appréciation depuis le premier trimestre 2023.

Au cours de la période, le taux de change EUR/CAD moyen s'apprécie de 2,7 % en glissement annuel et enregistre ainsi son plus haut niveau depuis le premier trimestre 2021.



Source : Banque de France

## Une activité orientée à la hausse dans les principaux secteurs de l'économie

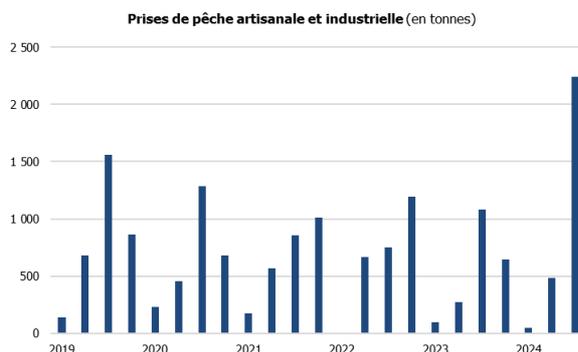
### Les prises de pêche enregistrent un pic sans précédent depuis dix ans

Les prises de pêche ont doublé sur un an (+107,4 % en g.a.) atteignant près de 2 240 tonnes, un niveau inégalé pour cette période au cours de la dernière décennie. Le secteur de la pêche a été marqué par la reprise d'activité du *Cap Marie*, inactif depuis novembre 2023, qui est reparti en mer en juillet 2024 pour pêcher son quota d'holothurie. Les captures de concombres de mer ont ainsi progressé de 139,9 % sur un an pour atteindre près de 1 984 tonnes.

La pêche à la coquille connaît également une forte hausse (+689,7 % en g.a., soit près de 174 tonnes), conséquence d'une diversification vers cette activité en raison d'une campagne moins favorable sur le crabe des neiges. Les prises de homards progressent également (+33,1 % en g.a.).

Après une année 2023 record, les captures de crabes des neiges connaissent une diminution notable ce trimestre (-69,4 %), avec seulement 64 tonnes débarquées. Bien qu'en baisse, elles demeurent supérieures de 39 tonnes à la moyenne historique sur la période 2013-2023. En cumul sur neuf mois, les prises de crabes des neiges sont inférieures de 19,6 % à celles de 2023, (364 tonnes contre 455 tonnes à fin septembre 2023). Les captures de flétans blancs (-42,1 %), de morues (-61,5 %) et de raies (-84,1 %) diminuent également sur un an et se situent en deçà de leur moyenne décennale, reflétant en grande partie la baisse d'activité des pêcheurs artisanaux sur ces espèces.

En cumul sur douze mois, le secteur halieutique comptabilise environ 3 417 tonnes de prises à fin septembre 2024, contre environ 2 644 tonnes à la même période en 2023, soit une augmentation de 29,3 %.



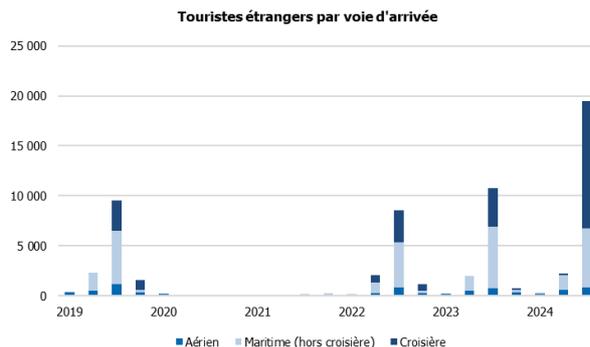
Source : DTAM / Pôle maritime

### La fréquentation touristique atteint un niveau record grâce aux flux de croisiéristes

Au troisième trimestre 2024, la fréquentation touristique étrangère atteint un niveau record<sup>2</sup> (+ 81,5 % en g.a., soit 19 483 visiteurs), portée par la croissance du nombre de croisiéristes sur un an (+230,4 %, soit 12 729 passagers). Hors croisiéristes, le nombre de touristes arrivant par voie maritime diminue légèrement (-3,1 % en g.a. soit 5 902 passagers). Ce chiffre demeure toutefois supérieur de 9,3 % à la moyenne observée sur la même période entre 2015 et 2023, en excluant les années 2020 et 2021 marquées par la crise sanitaire. En outre, 825 étrangers se sont rendus sur l'archipel par voie aérienne (+7,4 % en g.a.), soit une amélioration de 2,6 % par rapport à la moyenne observée sur la période 2015-2023 (hors 2020 et 2021).

En lien avec la forte augmentation du nombre de croisiéristes, le nombre de touristes américains ainsi que les touristes de nationalités diverses progressent nettement sur le trimestre (+220,8 % et +130,1 % en g.a. respectivement). Sur la même période, le nombre de touristes canadiens enregistre une hausse plus modérée (+10,6 % en g.a.). Pour la première fois depuis le dernier trimestre 2007, le nombre de touristes américains recensés au cours d'un trimestre dépasse celui des touristes canadiens.

Depuis le début de l'année 2024, 22 118 touristes étrangers se sont rendus à Saint-Pierre-et-Miquelon.



Source : Police aux frontières

### Une reprise modérée dans le BTP, toujours en deçà de ces niveaux historiques

Le secteur du BTP affiche des résultats mitigés à fin septembre 2024. Les importations de matériaux de construction, bien qu'en hausse par rapport à l'année précédente, restent inférieures aux niveaux observés ces derniers trimestres.

Les importations de ciment atteignent un volume proche de celui du troisième trimestre 2023 à 154 tonnes. Néanmoins, ce dernier reste bien en deçà de la moyenne de 552 tonnes observée sur la même période entre 2016 et 2023. De leur côté, les importations de menuiserie et de pièces de charpente progressent nettement sur un an, passant de 27 tonnes en 2023 à 43 tonnes à fin septembre 2024. Toutefois, ce volume reste significativement inférieur à la moyenne de 74 tonnes enregistrée entre 2016 et 2023 sur cette période.



Source : Douanes

<sup>2</sup> L'historique de données remonte au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 1999

## La conjoncture régionale et internationale

### LE PRODUIT INTERIEUR BRUT CANADIEN EN HAUSSE AU TROISIEME TRIMESTRE 2024

La croissance économique canadienne est de +0,3 % en g.t. au troisième trimestre 2024, après +0,5 % au trimestre précédent. Cette progression a été principalement portée par la hausse de la consommation des ménages (+0,9 % en g.t. après +0,2 %), qui a concerné à la fois les biens (+1,0 % en g.t. après -0,2 %) et les services (+0,7 % en g.t. après +0,5 %). Les dépenses publiques ont également contribué à cette dynamique (+1,1 % en g.t. après +0,9 %). Cependant, ces contributions positives ont été en partie compensées par le recul de l'investissement des entreprises (-0,9 % en g.t. après +0,8 %), notamment en raison d'une chute marquée des dépenses en machines et matériel (-7,8 % en g.t.). Par ailleurs, bien que les entreprises aient continué à accroître leurs stocks non agricoles (+18,5 milliards), ce rythme est resté inférieur à celui du trimestre précédent (+27,8 milliards), pesant ainsi sur la croissance. Les exportations, quant à elles, ont enregistré une nouvelle baisse (-0,3 % en g.t. après -1,4 %), malgré une augmentation des exportations de pétrole brut et de bitume. Cette hausse a été contrebalancée par la baisse des exportations d'or brut, d'automobiles, de camions légers et de services de voyage. Enfin, sous l'effet des réductions successives des taux directeurs de la Banque du Canada, l'investissement résidentiel a progressé pour la première fois depuis le troisième trimestre 2023 (+0,8 % en g.t.).

L'indice des prix à la consommation au Canada a augmenté de 1,6 % en g.a. en septembre 2024 après +2,7 % en g.a. en juin 2024, marquant ainsi un net ralentissement. Le fléchissement de l'inflation en rythme annuel est attribuable à l'évolution des prix des biens (-1,0 % en g.a. après +0,3 % en g.a. à la mi d'année 2024) et notamment des prix de l'essence (-10,8 % en g.a. après +0,4 % en g.a.). En outre, les moindres pressions sur les coûts au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales et l'offre excédentaire freinent la croissance des prix des autres catégories de biens. La décélération de la hausse des prix dans les services (+4,0 % en g.a. après +4,8 %) contribue également à la baisse de l'inflation totale. La hausse des frais de logement (+5,0 % après +6,2 %) montre également des signes de ralentissement, mais elle reste le facteur qui contribue le plus à l'inflation globale. En excluant les logements, l'inflation dans la catégorie des services atteint 2,3 % en septembre 2024. Dans ce contexte, les attentes d'inflation des entreprises et des ménages ont continué de se normaliser. Dans les mois à venir, la Banque du Canada s'attend à ce que l'inflation augmente pour atteindre un peu plus de 2 %, à mesure que les effets de base favorables sur les prix de l'énergie s'atténueront. L'inflation globale devrait se situer autour de 2 %. Compte tenu du fait que l'inflation devrait de nouveau être autour de la cible de 2 %, le Conseil de direction a décidé d'abaisser son taux directeur de 50 points au cours du troisième trimestre. Il est de 4,25 % à la fin du mois de septembre 2024.

Le taux de chômage canadien a atteint 6,5 % à la fin septembre 2024. L'emploi a connu une légère croissance, alors que la population active continue de s'accroître encore en raison de la forte expansion démographique. L'économie canadienne se trouve en situation d'offre excédentaire sur le marché du travail. Selon la Banque du Canada, la part des entreprises faisant état de pénuries de main-d'œuvre est d'ailleurs inférieure à la moyenne historique (2001T1-2024T3).

Source : Statistique Canada, Banque du Canada

### UNE CROISSANCE MONDIALE STABLE MAIS DECEVANTE

Le FMI anticipe pour l'exercice 2025 une inflation à 3,5 %, sous la moyenne observée de 2000 à 2019, à 3,6 %. L'inflation mondiale reflue sous les effets conjugués de politiques monétaires plus restrictives et de la réorganisation des chaînes d'approvisionnement. Ceci n'a pas obéré la résilience de l'économie mondiale, dont les estimations de croissance en 2023 restent stables, à 3,3 %, contre 3,1 % en janvier 2024. Une croissance comparable, 3,2 %, est anticipée pour les exercices 2024 et 2025. Bien que stable, la croissance de l'économie globale reste décevante, en raison notamment de gains de productivité limités.

Le FMI a révisé à la hausse son estimation de croissance du PIB américain, à 2,9 % en rythme annuel en 2023. Le FMI confirme ses anticipations de ralentissement de la croissance aux Etats-Unis lors des exercices 2024 et 2025, ralentissement cependant moins brutal qu'annoncé en avril 2024. Les projections pour les exercices 2024 et 2025 ont ainsi été rehaussées, à 2,8 % et 2,2 %, contre 2,1 % et 1,7 % respectivement.

Le FMI maintient globalement ses anticipations de croissance dans la zone euro pour les exercices 2024 et 2025, à 0,8 % et 1,2 % respectivement. Les disparités précédemment observées entre les économies de la zone demeurent en 2024. Aux anticipations de croissance soutenue dans les pays d'Europe méridionale (Espagne, Portugal, Grèce, avec des taux de croissance proches ou supérieurs à 2,0 %) s'opposent la contraction ou la stagnation de certaines économies nord-européennes (Allemagne, Autriche, Irlande, Finlande, avec des taux de croissance négatifs ou nuls). L'exercice 2025 verrait toutefois l'ensemble des économies de la zone renouer avec la croissance.

L'INSEE rapporte une légère accélération du PIB français au troisième trimestre 2024, à +0,4 % contre +0,2 % au trimestre précédent, à la faveur d'un « effet Jeux Olympiques ». Cette accélération est portée tant par la demande intérieure - qui contribue à la hausse du PIB à hauteur de +0,2 points à la faveur d'un rebond de la consommation des ménages - que par le commerce extérieur et la variation des stocks, à +0,1 points chacun. Le FMI anticipe une croissance de 1,1 % pour l'exercice 2024, anticipation en hausse de 20 points de base par rapport à celle communiquée en juillet 2024.

L'économie japonaise souffre de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement et l'essoufflement des relais de croissance qui l'avaient soutenue en 2023, tels que le tourisme. Le FMI a de nouveau révisé à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie nipponne pour l'exercice 2024. Celles-ci s'établissent désormais à 0,3 %, contre 0,7 % en juillet et 0,9 % en avril.

Les pays émergents ont connu des trajectoires contrastées en 2023. Leur croissance a été soutenue en Asie (+5,7 %), tirée notamment par l'Inde (+8,2 %), la Chine s'affichant en léger retrait par rapport à cette moyenne (+5,2 %). La croissance des économies émergentes a été moins dynamiques sur les autres continents, s'établissant à 3,3 % en Europe, 2,2 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2,1 % pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale et 3,6 % pour l'Afrique sub-saharienne. Les rythmes de croissances anticipés par le FMI pour ces économies en 2024 sont globalement alignés avec ceux observés en 2023.

Sources : FMI, Insee